

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE FOURNITURES

ACCORD CADRE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Marché passé sous la procédure adaptée

Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux
marchés publics et Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif
aux marchés publics

Autorité adjudicatrice

LORRAINE TOURISME

Objet du marché

RÉALISATION BROCHURE PROMOTION COMMERCIALE GRAND EST 2018

Date limite de réception des offres

Le 2 mars 2018 à 12h

Le présent document comprend QUATORZE (14) feuillets.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL	3
1.2 LE TOURISME DANS LE GRAND EST.....	3
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES.....	3
2.1 PIECES PARTICULIERES	3
2.2 PIECES GENERALES	4
ARTICLE 3 – FORME ET DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 – CONTENU TECHNIQUE DE L'OFFRE ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
4.1. DESCRIPTIF DE LA BROCHURE PROMOTION COMMERCIALE GRAND EST.....	4
4.2. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS : « CONCEPTION, REALISATION » - TRANCHE FERME.....	5
4.3. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS : « CONCEPTION, REALISATION » - TRANCHE CONDITIONNELLE	6
4.4 MODALITES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
4.5 RAPPORTS AVEC LORRAINE TOURISME	7
4.6 PRIX	7
ARTICLE 5 – MODALITES DE REGLEMENT.....	8
5.1 PRESENTATION DES FACTURES.....	8
5.2 REGLEMENT DU PRESTATAIRE	8
ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PRESTATIONS	9
6.1 CESSION DE DROITS AU PROFIT DES ORGANISMES DE PROMOTION DU GRAND EST	9
6.2 DROITS DU TITULAIRE	10
ARTICLE 7 – DISPOSITIONS GENERALES	11
7.1 PORTÉE DES PRÉSENTES CLAUSES DU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES.....	11
7.2 CONFIDENTIALITÉ.....	11
7.3 MAUVAISE EXÉCUTION DES PRESTATIONS	11
7.4 INDEMNISATION EN CAS D'INEXECUTION OU DE MAUVAISE EXECUTION	11
7.5 SOUS-TRAITANCE	12
7.6 RESILIATION	12
7.7 ABSENCE DE RENONCIATION TACITE.....	12
7.8 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION	12
7.9 ASSURANCES	13
7.10 FORCE MAJEURE.....	13
7.11 RÈGLEMENT DES LITIGES	14
7.12 INVALIDITE D'UNE CLAUSE - INTERPRETATION.....	14
7.13 MODIFICATION DU MARCHÉ	14
7.14 DEROGATION AU CCAG PI.....	14
ARTICLE 8 – LISTE DES ANNEXES.....	14

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la conception, la réalisation technique de la brochure promotion commerciale Grand Est.

Le portage du dossier est assuré par Lorraine Tourisme agissant pour le compte des organismes de promotion du Grand Est suite à la signature d'une Convention de Groupement de Commandes.

Les prestations devront être assurées conformément au contenu technique tel que décrit ci-après à l'article 4 du présent CCP intitulé "Contenu technique de l'offre".

1.1 PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL

Suite à la création de la nouvelle région Grand Est, les organismes de promotion du Grand Est (l'Agence d'Attractivité d'Alsace, le Comité Régional du Tourisme de Champagne-Ardenne et Lorraine Tourisme) souhaitent renforcer leur collaboration en mutualisant un certain nombre d'outils.

Dans ce contexte, il est prévu de réaliser un document promotionnel présentant les incontournables touristiques du Grand Est à la cible des organisateurs de voyage internationaux (tour-opérateurs, agences de voyages).

1.2 LE TOURISME DANS LE GRAND EST

La nouvelle région Grand Est est en cours de finaliser l'écriture de sa future stratégie touristique (Schéma régional de développement touristique Grand Est).

Le choix a été fait de s'appuyer sur un tourisme créatif porteur de sens, de lien. Plusieurs thématiques signatures ont été identifiées afin de qualifier l'offre touristique régionale. Ces thématiques sont les suivantes :

- Tourisme de mémoire
- Tourisme de nature / itinérance
- Gastronomie / oenotourisme
- Fêtes de fin d'année
- Culture et patrimoine

Les enjeux sont d'installer progressivement ces thématiques comme signature des destinations du Grand Est et de les travailler de façon concertée et mutualisée.

La stratégie régionale s'appuie également sur une approche à l'échelle de 5 destinations touristiques faisant sens : Alsace, Ardenne, Champagne, Lorraine, Massif des Vosges. Une stratégie relative à l'offre et au marketing est spécifique à chacune.

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES

2.1 PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, notamment le Bordereau des Prix,
- les attestations ou documents prévus aux articles 18 et 19 du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.),
- Le mémoire technique produit dans le cadre du marché.
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Les documents complémentaires éventuels mentionnés dans le CCP.

2.2 PIECES GENERALES

Les pièces générales constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI), en vigueur lors du mois d'établissement des prix, pour les articles auxquels il n'est pas dérogé par les dispositions contractuelles du présent marché, option B

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, les pièces particulières prévalent sur les pièces générales et les pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-avant.

Le marché sera soumis au droit privé.

ARTICLE 3 – FORME ET DUREE DU MARCHÉ

Le présent accord cadre est un marché de prestations de service et de fournitures.

L'accord cadre est passé sous la forme d'une procédure adaptée en vertu de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (article 27), avec une phase de négociation facultative.

Ce marché est conclu sous la forme d'un accord cadre à bon de commande mono attributaire.

Le marché ne comporte qu'un seul lot comportant une tranche ferme et une tranche optionnelle. La tranche optionnelle sera déclenchée par émission d'un bon de commande en fonction des besoins en cours d'exécution du contrat, envoyés par mail et/ou par courrier aux attributaires.

Le marché sera attribué à un unique opérateur économique.

L'ensemble des prestations devra être chiffré par les candidats. Ces derniers s'engagent à réaliser l'ensemble des prestations en conformité avec le présent CCP.

Toute modification devra être justifiée et recevoir au préalable l'accord écrit de Monsieur le Président de Lorraine Tourisme.

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève au 31 décembre 2018.

Les délais de réalisation des prestations (ou de livraison des fournitures) sont ceux prévus par le présent CCP.

Tout retard de réalisation emportera application de pénalités prévues à l'article 7.4.

ARTICLE 4 – CONTENU TECHNIQUE DE L'OFFRE ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lorraine Tourisme confie au prestataire dans le cadre de la réalisation de la publication, objet du présent marché, la conception graphique et la mise en page.

4.1. DESCRIPTIF DE LA BROCHURE PROMOTION COMMERCIALE GRAND EST

La brochure sera un document professionnel commun avec un focus sur le Grand Est. Les tour-opérateurs cibles devront être approchés par les thématiques convergentes. L'objectif est de mettre en avant la complémentarité de l'offre et les idées d'itinéraires thématiques pour que les T.O. saisissent le concept de l'offre Grand Est et acceptent d'allonger la durée de séjours de leurs clients dans cet espace.

Les thématiques suivantes sont identifiées pour une promotion collective en direction de la cible :

1. Itinérance / écotourisme / tourisme actif
2. Oenotourisme et gastronomie
3. City-trips / UNESCO
4. Tourisme de mémoire

La brochure mettra en exergue les « musts » du Grand Est autour de ces thématiques.

Il est prévu de réaliser une seule version en langue anglaise.

Cette brochure pourra être diffusé à l'occasion de l'ensemble des opérations pro menées par les 3 CRT (workshops, démarchages, etc.).

4.2. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS : « CONCEPTION, REALISATION » - TRANCHE FERME

4.2.1 Détail des prestations

Document en quadrichromie recto / verso.

1 version anglaise

Document de 16 pages intérieures et 4 pages de couverture

Format fermé : 21 cm x 29,7 cm

Réalisation épreuves couleur calibrées pour les 2 versions

Impression : l'imprimeur en charge de l'impression de la brochure sera retenu par Lorraine Tourisme. Les coordonnées seront transmises à l'agence retenue pour la réalisation de la brochure.

4.2.1.1 Création

- Conception et création graphique, cession des droits
- Réalisation des illustrations et de la cartographie
- Rédaction des textes en français et traduction en langues anglaise. Contenus de base fournis par nos soins
- Intégration des photos et logos (fournis numérisés par Lorraine Tourisme)
- Mise en page jusqu'au stade du bon à tirer et réalisation maquettes couleur
- Relecture des langues étrangères réalisée par les traducteurs

4.2.1.2 Honoraires et suivi technique

- Réunions de travail dans les locaux de Lorraine Tourisme à Pont-à-Mousson (prévoir au moins 2 déplacements)
- Assistance au choix du contenu (conseil) en lien avec l'équipe de Lorraine Tourisme
- Coordination et validation des informations techniques, suivi des prestataires
- Gestion du planning en collaboration avec Lorraine Tourisme
- Transmission des éléments à l'imprimeur, gravure des fichiers sur CD Rom avec épreuves couleurs de contrôle pour la version anglaise
- Validation épreuves couleurs calibrées réalisées par l'imprimeur et suivi d'impression pour les versions française et étrangères.

4.2.2 Livrables

Hormis les éléments mentionnés dans le Cahier des clauses administratives, les éléments spécifiques suivants seront à fournir dans le cadre de la procédure de sélection du candidat :

1. Une note méthodologique et détaillée du concept global
2. Maquettes :
 - Principe d'illustration
3. Retroplanning (livraison attendu pour début mai 2018)

4.2.3 Prix

Les prix proposés sont à présenter dans l'annexe Bordereau des Prix de l'Acte d'Engagement dûment rempli.

Tout dépassement de prix devra faire l'objet d'un avenant au marché initial. L'avenant devra impérativement être accepté et signé par Lorraine Tourisme avant tout commencement d'exécution.

Avant facturation, le prestataire est invité à vérifier le taux de TVA applicable.

4.2.4 Variantes

L'agence est libre de proposer en option des variantes sur un autre format. Celui-ci doit être optimisé en fonction des coûts d'impression.

4.3. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS : « CONCEPTION, REALISATION » - TRANCHE CONDITIONNELLE

La tranche conditionnelle comporte les prestations suivantes :

- Réalisation des prestations de la tranche ferme mais sur un document de 4 pages supplémentaires
- Réalisation des prestations de la tranche ferme dans une autre langue complémentaire
- Réalisation des prestations de la tranche ferme dans une autre langue complémentaire et sur la base de 4 pages supplémentaires

4.4 MODALITES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Pour les options, le candidat décrira dans son offre les modalités d'exécution des prestations.

4.4.1 Bon de commande et délai d'exécution

La carte, objet du marché, fera l'objet d'un bon de commande établi par Lorraine Tourisme et adressé au prestataire.

Ce bon de commande portera mention notamment :

- le nom du support ;
- des prestations attendues,
- des conditions de règlement en conformité avec les dispositions des articles 5.1 et 5.2 des présentes ;
- du prix des prestations, tel que détaillées dans le bordereau de prix ;

Les délais d'exécution des prestations seront fixés, en fonction de la date de parution de la carte, par le bon de commande établi par Lorraine Tourisme.

4.4.2 Calendrier de réalisation

Début mars : définition des contenus de la brochure

Mars / Mi-avril : rédaction textes, traductions, création illustrations, mise en pages, validation

Fin avril / Début mai : remise des fichiers à l'imprimeur

Quinze jours après réception du bon de commande, le prestataire fera parvenir à Lorraine Tourisme un programme de réalisation portant notamment mention :

- du délai d'exécution de la prestation concernée

4.4.3 Documents fournis par Lorraine Tourisme

Lorraine Tourisme fournira sur support informatique des fonds de texte, des photos ainsi que les éventuels logos.

4.5 RAPPORTS AVEC LORRAINE TOURISME

Le prestataire s'engage à fournir à Lorraine Tourisme le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom, et ce dans les quinze jours suivant la notification du marché.

Pendant l'exécution du marché, tout changement de responsable sera notifié à Lorraine Tourisme.

Le prestataire s'engage à restituer tous les éléments fournis par Lorraine Tourisme (supports numériques, textes originaux, relectures, photos, cromalins, ozalids) au plus tard un mois après la parution de la publication.

4.6 PRIX

4.6.1 Fixation du prix

Le bordereau des prix comprenant le prix général devra être complété et produit dans le cadre de cette consultation. Celui-ci servira à l'établissement de tout devis ultérieur.

Le candidat devra impérativement chiffrer dans le Bordereau des Prix l'ensemble des prestations de bases, ainsi que l'ensemble de ses propositions qu'il s'agisse des options et/ou des variantes à l'offre de base.

Le prix communiqué par le prestataire devra comprendre l'intégralité des frais résultant des prestations ainsi que la cession des droits telle qu'elle est définie à l'article 6.1.

Lorraine Tourisme ne dispose pas de N° de TVA intracommunautaire.

4.6.2 Clause d'évolution des prix

Les prix sont réputés fermes la première année du marché et feront l'objet d'une révision en fonction des indices INSEE sur la base suivante :

$$P = P_0 \left(0,5 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 1}^\circ} + 0,5 \times \frac{\text{Indice 2}}{\text{Indice 2}^\circ} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix unitaire révisé

P0 = Prix unitaire de facturation au moment de l'attribution

Indice 1 = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de base - CPF 73.11 - Services fournis par les agences publicitaires - Base 2010 dernier indice connu à la date d'attribution du marché

Indice 2 = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de base - CPF 63.91 - Services des agences de presse - Base 2010 dernier indice connu à la date

d'attribution du marché

Indice 1° = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de base - CPF 73.11 - Services fournis par les agences publicitaires - Base 2010 dernier indice connu à la date de révision du prix

Indice 2° = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de base - CPF 63.91 - Services des agences de presse - Base 2010 dernier indice connu à la date de révision du prix

En cas de disparition de l'un des indices, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de corrélation nécessaire.

A défaut d'indice de remplacement, si Lorraine Tourisme et le prestataire ne se mettent pas d'accord sur un nouvel indice, quinze jours après la demande faite par l'un d'eux, celui-ci sera déterminé par un expert choisi par eux ou désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance de Nancy (tribunal compétent territorialement), à la requête de la partie la plus diligente.

Les frais qui en résulteront seront partagés également entre les parties.

Tout retard dans la détermination de l'indice ne devra avoir aucune incidence sur les paiements qui seront effectués aux échéances prévues et feront l'objet d'une correction ultérieure.

4.6.3 Incidences des variations de la taxe à la valeur ajoutée

Lorsque le taux ou l'assiette de la taxe à la valeur ajoutée est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette en vigueur à la date de notification du marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REGLEMENT

5.1 PRESENTATION DES FACTURES

Toutes les factures seront établies au nom de :

Lorraine Tourisme
Abbaye des Prémontrés – BP 97
54704 PONT A MOUSSON Cedex

Les factures afférentes aux paiements sont établies en un original et deux copies sur papier à en-tête du prestataire, et doivent comporter l'ensemble des mentions légales et réglementaires suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le montant hors TVA des prestations et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- le détail des prestations,
- la date d'établissement de la facture,
- le tarif forfaitaire et le tarif des prestations supplémentaires demandées par Lorraine Tourisme conformément au bordereau des prix,

Outre ces mentions, la facture comportera :

- numéro du compte bancaire ou postal à créditer,
- la référence du bon de commande.

5.2 REGLEMENT DU PRESTATAIRE

Le prestataire sera réglé par chèque ou virement après la réalisation des prestations de services et des fournitures dans un délai **de 30 jours fin de mois à compter de l'émission de la facture.**

Le cas échéant, le versement d'un acompte peut être prévu pour la réalisation des prestations et pour la fourniture.

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PRESTATIONS

6.1 CESSION DE DROITS AU PROFIT DES ORGANISMES DE PROMOTION DU GRAND EST

6.1.1 Objet de la cession

Le prestataire cède aux organismes de promotion du Grand Est sous les garanties précisées ci-dessous, les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation et de traduction des œuvres réalisées par ses soins aux conditions fixées aux articles qui suivent.

6.1.2 Destination et mode d'exploitation

Les droits faisant l'objet de la présente cession en vertu de l'article 6.1.1 ci-dessus seront librement exploités par les organismes de promotion du Grand Est à des fins notamment de promotion et de diffusion gratuite dans le cadre d'actions de communication relevant de l'activité des organismes de promotion du Grand Est.

Précisément, les organismes de promotion du Grand Est pourront utiliser les réalisations du prestataire selon les modes d'exploitation suivants :

- éditions publicitaires sous toutes leurs formes pouvant être adressées ou mises à la disposition du public et en particulier sous la forme d'une publication éditée en 125.000 exemplaires au moins,
- publicité sur les lieux d'exposition par outil de marketing ou tout moyen de communication,
- affiches tout format,
- diffusion sur tout support, CD ROM et par internet, applications pour tablettes numériques et Smartphones, ...

6.1.3 Modalités de cession des droits

6.1.3.1 Territoire et durée de la cession

La cession objet des présentes est consentie pour la durée des droits de propriété littéraire et artistique en application des lois françaises et étrangères et des conventions internationales actuelles et/ou futures.

Les droits d'exploitation cédés pourront être exploités en toute langue et pour tout pays, sous toutes formes et présentations et par tout procédé tant actuel que futur.

6.1.3.2 Étendue des droits cédés

La présente cession emporte transfert de l'intégralité des droits patrimoniaux, droits de reproduction, droits de représentation, droits d'adaptation, de traduction, d'exploitation directe ou indirecte, de fabrication, de distribution, sans aucune exception ni réserve et notamment sans que cette énumération ne soit limitative :

- **le droit de reproduire** ou de faire reproduire, de dupliquer, de fabriquer ou de faire fabriquer les réalisations objets du présent marché, par tout procédé, notamment par voie de numérisation, de reprographie, d'édition, d'impression, d'internet, de fixation sur la mémoire d'un serveur connecté au réseau Internet,
- **le droit d'adapter** tout ou partie des réalisations et de reproduire ces adaptations sur tout support actuel ou futur, notamment en vue de les maintenir à jour à la fois dans leur contenu et dans leurs fonctionnalités,
- **le droit de représenter** ou de faire représenter publiquement lesdites réalisations intégralement ou par extrait par tout procédé et par tout mode de diffusion notamment sur support papier (publications, affiches,...), sur support internet, par tout moyen de communication télématique ou de télécommunication, pour toute utilisation, notamment à des fins publicitaires ainsi que le droit

de communiquer les réalisations au public par tout moyen connu ou inconnu, actuel ou futur et pour toute utilisation,

- **le droit de traduire** les réalisations en toute langue,
- le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les réalisations pour toute utilisation,
- le droit de les exploiter librement, directement ou indirectement et notamment de les utiliser pour toute opération de promotion,
- le droit d'inclure les réalisations sur tout support numérique interactif, vidéo,
- le droit de reproduction et de représentation par serveur et/ou réseau informatique, télématique, internet ou autre.

6.1.4 Garantie

Le prestataire garantit de bonne foi aux organismes de promotion du Grand Est que les créations cédées constituent des œuvres originales élaborées par ses soins.

En conséquence de ce qui précède, le prestataire garantit les organismes de promotion du Grand Est contre tout trouble ou éviction lié à la présente cession.

Il s'engage en outre à garantir les organismes de promotion du Grand Est contre toute réclamation de droits de propriété intellectuelle de la part des tiers, personnes physiques ou morales, notamment qui auraient collaboré à quelque stade que ce soit à l'accomplissement des missions confiées au prestataire.

En outre, le prestataire s'engage à veiller au respect des droits des tiers en matière de droits de propriété intellectuelle, de droits de la personnalité, de droits d'auteurs, de droit des marques et des brevets et à n'enfreindre aucun de ces droits.

Le prestataire garantit les organismes de promotion du Grand Est que les éléments et créations utilisés et réalisés par lui en vertu du présent marché, de quelque nature qu'ils soient, ne portent pas atteinte aux droits des tiers et en particulier, qu'ils ne sont pas la contrefaçon d'autres œuvres préexistantes.

A ce titre et dans l'hypothèse où le prestataire intégrerait dans ses réalisations des photographies ou des éléments autres que ceux fournis par les organismes de promotion du Grand Est et sur lesquels il est susceptible d'exister des droits (sans que cette liste ne soit exhaustive : droits de propriété littéraires et artistiques, droits de la personne, ...), il appartient au prestataire d'obtenir l'ensemble des autorisations nécessaires à l'exploitation par les organismes de promotion du Grand Est des réalisations.

Le prestataire est donc responsable de la signature des contrats lui donnant la possibilité de céder aux organismes de promotion du Grand Est une réalisation libre de droits pouvant être utilisée librement par les organismes de promotion du Grand Est.

Ces contrats pourront être demandés par Lorraine Tourisme et devront être fournis par le prestataire à première demande.

6.1.5 Contrepartie financière

En application de l'article L.131-4 du Code de la propriété intellectuelle, la cession des droits aura pour contrepartie une rémunération forfaitaire.

Le prix indiqué à l'article 4.5 couvre ainsi l'acquisition des droits de propriété intellectuelle et industrielle.

6.2 DROITS DU TITULAIRE

Le titulaire ne pourra faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable des organismes de promotion du Grand Est.

Il ne pourra communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation des organismes de promotion du Grand Est.

L'exploitation des réalisations se fera dans le respect des droits du prestataire, les organismes de promotion du Grand Est s'interdisant de dénaturer lesdites réalisations.

Les organismes de promotion du Grand Est pourront néanmoins apporter toute modification aux réalisations qu'il jugera utile et qui seraient commandées par des choix de communication ou des contraintes purement techniques.

Le prestataire autorise en tant que de besoin les organismes de promotion du Grand Est à faire protéger en son nom un ou plusieurs titres de propriété intellectuelle sur la base des droits cédés (marque, dessins ou modèles).

Le prestataire déclare se trouver rempli totalement de ses droits et renonce à toute revendication à quelque titre que ce soit sur ou à l'encontre de toute utilisation par les organismes de promotion du Grand Est des réalisations.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS GENERALES

7.1 PORTÉE DES PRÉSENTES CLAUSES DU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Les dispositions du présent cahier des charges ont pour but de permettre aux candidats de faire une proposition de prix qui figurera au Bordereau des prix.

Elles auront une valeur contractuelle à compter de leur notification au candidat choisi.

7.2 CONFIDENTIALITÉ

Les prestataires sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les informations, documents, décisions dont ils auront connaissance durant l'exécution du marché.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable des organismes de promotion du Grand Est.

Ils prendront toutes les précautions nécessaires et raisonnables, pour prévenir une divulgation interdite par leur personnel, notamment en mettant à leur charge une obligation de confidentialité.

Les obligations ci-dessus stipulées se maintiendront au-delà de la fin du marché.

7.3 MAUVAISE EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le non-respect, par le prestataire de chacun des volets, des dispositions relatives à l'exécution des prestations de ceux-ci, peut entraîner selon la nature et l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatés, le refus pur et simple de tout ou partie de la prestation que le prestataire devra effectuer à nouveau dans les plus brefs délais et à ses frais, sous peine d'application des articles des présentes relatifs aux pénalités et à la résiliation du marché.

7.4 INDEMNISATION EN CAS D'INEXECUTION OU DE MAUVAISE EXECUTION

Le délai contractuel d'exécution est celui de la livraison.

En cas de non-respect des délais contractuels, Lorraine Tourisme pourra appliquer après la mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times N}{100}$$

P = montant des pénalités
V = valeur de la commande
N = nombre de jours de retard

Ce montant s'appliquera par jour de retard constaté par Lorraine Tourisme. Les pénalités de retard calculées par le service financier réduiront le montant de la facture adressée par le titulaire au service qui a commandé les matériels, objet du marché.

7.5 SOUS-TRAITANCE

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le prestataire est libre de sous-traiter toute opération qu'il désire, sous réserve de l'acceptation du sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions fixées par le titre III de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le prestataire, entrepreneur principal, demeure personnellement responsable de l'exécution de l'intégralité des prestations.

Toutefois en aucun cas, le fait de sous-traiter ne justifiera un dépassement de devis, une qualité insuffisante, un non-respect des prestations à fournir.

7.6 RESILIATION

Lorraine Tourisme peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celui-ci, dans les conditions prévues au CCAG PI soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

Lorraine Tourisme peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogations aux dispositions des articles 29 et 33 du CCAG PI, aucune indemnité de résiliation ne sera versée aux titulaires en cas de résiliation. Il en est de même lorsque le titulaire a engagé des frais et investissements pour l'exécution des prestations

Le titulaire élabore un décompte de résiliation afin le cas échéant d'obtenir le paiement des prestations réalisées et acceptées sans réserves non réglée à la date d'effet de la résiliation.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

7.7 ABSENCE DE RENONCIATION TACITE

Le fait pour Lorraine Tourisme, à quelque moment que ce soit, de ne pas exercer une prérogative qui lui est reconnue par le présent marché ou de ne pas exiger l'exécution par le prestataire, d'une stipulation quelconque des présentes, ne pourra en aucun cas être interprété comme une renonciation expresse ou tacite à son droit d'exercer ladite prérogative dans l'avenir ou à son droit d'exiger l'exécution scrupuleuse des engagements souscrits par le prestataire, y compris, éventuellement, son droit de résilier le marché pour toute violation de même nature ou d'une nature différente.

7.8 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION

7.8.1 Décision emportant effets sur l'exécution du marché

Les dispositions du Code du commerce seront applicables en cas de jugement prononçant le redressement judiciaire ou la liquidation du prestataire.

Le prestataire ou l'administrateur chargé d'appliquer le jugement devra notifier ce dernier sans délai à Lorraine Tourisme.

La même procédure devra être respectée pour toute décision ou jugement emportant des effets sur l'exécution du marché.

7.8.2 Redressement judiciaire

En cas de redressement judiciaire, Lorraine Tourisme adressera à l'administrateur une mise en demeure visant à lui demander si elle entend exiger la continuation d'exécution du marché.

En cas de procédure simplifiée sans administrateur, cette mise en demeure est adressée au prestataire sous réserve qu'en application de l'article L. 621-37 du Code du commerce, le juge-commissaire l'ait autorisé à exercer la faculté ouverte par les articles L. 621-122 et L.621-28 du Code du commerce.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée sans formalité.

Le délai précité peut varier si avant son expiration le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a, au contraire, imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du prestataire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai préfixé d'un mois visé ci-dessus.

Cette résiliation n'ouvre aucun droit à indemnité au profit du prestataire.

7.8.3 Liquidation judiciaire

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le juge autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans ce cas, Lorraine Tourisme peut accepter la continuation d'exécution du marché pendant la période visée à la décision de justice, ceci dans la limite maximum de trois (3) mois ou prononcer la résiliation du marché sans droit à indemnité au profit du prestataire.

Lorraine Tourisme appréciera la situation notamment en fonction de l'intérêt résultant de l'application stricte de la garantie contractuelle et décennale et des assurances données en ce domaine par le prestataire ou l'administrateur.

7.9 ASSURANCES

Les prestataires attestent être couverts par :

- une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes du Code Civil,
- une assurance couvrant leur responsabilité en cas de perte ou d'endommagement d'une partie ou de la totalité des prestations réalisées et des fournitures livrées.

et pouvoir produire une attestation portant mention de l'étendue de leurs garanties.

7.10 FORCE MAJEURE

Si par suite d'un cas de force majeure, la réalisation des prestations objet du présent marché venait à être suspendue, le marché sera prorogé de plein droit pour une période égale à celle de la suspension.

En cas de suspension de plus de deux (2) mois, en raison de l'événement de force majeure, le marché pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties, sans que cette résiliation n'ouvre droit à réparation.

Est considéré comme un cas de force majeure, tout événement de quelque nature qu'il soit, échappant

au contrôle de l'une ou l'autre des parties, tel que, notamment, guerre, acte de guerre, inondation, incendie, conflits sociaux extérieurs à l'entreprise, blocus, interruption des transports.

7.11 RÈGLEMENT DES LITIGES

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la qualité des prestations, de l'interprétation ou de l'application des clauses et conditions du présent cahier des clauses particulières seront réglées autant que possible par la voie amiable.

En cas d'impossibilité de parvenir à un accord, le litige sera tranché par le Tribunal de Grande Instance de Nancy et ce même en cas de référé, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, étant rappelé que le marché est soumis aux règles de droit privé.

7.12 INVALIDITE D'UNE CLAUSE - INTERPRETATION

Au cas où l'une quelconque des dispositions des présentes, quelle qu'en soit l'importance, viendrait à être déclarée ou reconnue nulle ou illicite, toutes les autres dispositions continueraient néanmoins à s'appliquer, tandis que les Parties devraient s'efforcer de bonne foi de lui substituer une nouvelle disposition, économiquement équivalente.

Toutefois, le présent marché dans son entier, sera mis à néant si la clause annulée porte atteinte de façon excessive à l'équilibre contractuel.

La division du présent marché en articles séparés et la rédaction d'intitulés, ne saurait conditionner l'interprétation de la convention.

7.13 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne pourra être modifié que par un avenant signé par les parties.

En cas de survenance d'événements imprévisibles ou exclus par les prévisions de Lorraine Tourisme ou d'un des prestataires, et pour autant que ces événements aient pour effet de bouleverser les bases économiques du présent marché, au préjudice de l'une ou l'autre des parties, les parties concernées auraient le même esprit que celui qui a présidé à la conclusion des présentes, à se mettre d'accord pour y apporter les aménagements nécessaires.

7.14 DEROGATION AU CCAG PI

Articles du CCP qui dérogent au CCAG-PI	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
7.4 – INDEMNISATION EN CAS D'INEXECUTION OU DE MAUVAISE EXECUTION	Article 14
7.6 – RESILIATION	Articles 29 et 33

ARTICLE 8 – LISTE DES ANNEXES

Sans objet

Fait à _____

Le _____

Signature du prestataire 1 _____

M. _____

Société (ou entreprise) _____

1 Chaque page du présent CCP est à parapher

La présente page est signée avec mention manuscrite "Lu et approuvé – Bon pour accord".